

LES PERSPECTIVES DU FRANC FRANCAIS

Une importante conférence des autorités financières américaines a eu lieu, le 22 Mai à Washington. Y assistèrent : M.M. Hoffman, directeur du plan Marshall, A. Harriman, ambassadeur extraordinaire auprès des pays européens bénéficiaires, l'aide américaine, les directeurs de la Fédéral Réserve Bank, le sous-secrétaire au Trésor américain et de nombreux représentants des grandes banques privées américaines.

Les renseignements fournis à l'issue de la conférence disent qu'on y a examiné la situation des monnaies européennes et que, en ce qui concerne la monnaie française les experts américains se sont montrés favorablement impressionnés par les efforts faits par la France pour assainir son budget et maintenir le franc. Ils en ont conclu que la solidité de la monnaie française n'a rien à redouter tant que seront poursuivis les efforts pour le développement de la production et pour la stabilisation des prix.

Ceux qui suivent de près l'évolution de l'économie et les finances françaises ne seront nullement surpris par les opinions des experts américains sur les perspectives du Franc français.

Ils ont pu constater, à l'aide des données précises fournies par les services statistiques, les progrès constants de la production française qui dans certains secteurs, a non seulement atteint mais aussi largement dépassé le niveau d'avant-guerre. Et cela, malgré les destructions subies pendant la guerre, l'usure de l'outillage et les réductions des effectifs de main-d'oeuvre.

Cette évolution satisfaisante de la production trouvera, certes, dans les apports de l'aide américaine et dans les avantages offerts à l'exportation par la nouvelle ordonnance des changes, des aiguillons efficaces et la stabilité du prix de revient lui sera d'un grand secours.

Du côté des finances publiques, où les soucis sont grands et loin d'être tous écartés, l'observateur attentif découvre cependant des signes de redressement qui n'autorisent pas de doutes sur les résultats favorables des efforts entrepris. Les économies sévères déjà faites et celles en cours, dans tous les services publics assurent un équilibre satisfaisant entre les dépenses ordinaires et les rentrées fiscales.

Quant aux dépenses extraordinaires, de reconstruction et de développement économique, elles soulèvent encore de graves difficultés mais n'en sont pas moins converties en majeure partie par des ressources sûres, comme le sont celles fournies par la contre-valeur des crédits américains et l'afflux régulier de l'épargne française.

Tout compte fait, les appréciations des experts réunis à Washington sont basées sur des réalités qui ne trompent pas.

E. I. R. E.

nous le rappelons, est un bulletin d'informations destinées aux Roumains et, naturellement, se rapportant à tout ce qui touche les Roumains.

Aucune exclusive, aucune préférence dans le choix de ses informations.

L'EFFORT DE REDRESSEMENT FINANCIER

Les projets des budgets publics pour l'exercice financier 1948-1949 ont été déposés à la Chambre et ils proposent des ouvertures de crédits qui totalisent, par grands chapitres les dépenses, les chiffres suivants :

Les services civils demandent 422,4 milliards pour dépenses ordinaires et 66,9 milliards de dépenses d'investissements, auxquels s'ajoutent 81,4 milliards de crédits pour les budgets autonomes. En tout donc 570,8 milliards.

Les crédits se montent, en dépenses ordinaires et de reconstruction et d'équipement, à 413,1 milliards.

En tout donc 990 milliards. Dans ces dépenses ne sont pas compris les crédits pour la reconstruction, qui, pour 1948, et seulement pour la partie financée par l'Etat, se chiffrent à 226 milliards et ni les avances aux secteurs nationalisés.

Dans la détermination de ces budgets ont à tenir compte des économies réalisées autant sur les dépenses de personnel, par la suppression des emplois surnuméraires que sur les dépenses de matériel.

Il est utile de remarquer que dans certains ministères les suppressions proposées et en cours de réalisation atteignent jusqu'à 28-29 % des effectifs.

La simple présentation de ces chiffres suffit pour montrer l'ampleur de l'effort financier que supporte l'économie française pour faire face aux charges résultant de la guerre.

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

En dépit d'une certaine lourdeur sur les marchés, qui se plaignent de mévente, la production maintient son allure satisfaisante dans presque tous les secteurs industriels. Les demandes de charbon et la consommation d'énergie électrique en témoignent. La mise en service du deuxième groupe des centrales hydrauliques de Génissiat fournit une production supplémentaire de 1.500.000 kwh.

La production de ciment a atteint, en Avril, 456.000 tonnes contre 413.000 en Mars et une moyenne mensuelle de 342.000 tonnes en 1938.

La production d'acier est montée, en Avril à 640.000 tonnes, contre une moyenne mensuelle de 518.000 tonnes en 1938.

Dans l'industrie textile on remarque un léger ralentissement de la production et seulement dans les secteurs des articles de qualité.

ERRATA - Dans la dernière ligne de l'article "Pris en possession par l'Etat" publié à la première page de ce bulletin, une coquille a fait changer le mot "préférable" en "préalable" ce qui est un non-sens que nos lecteurs auront d'eux-mêmes rectifié.